RÈGLEMENT (CEE) N° 94/82 DE LA COMMISSION

du 18 janvier 1982

relatif à la livraison de brisures de riz à la république de Guinée-Bissau au titre de l'aide alimentaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du 21 juin 1976, portant organisation commune du marché du riz (1), modifié en dernier lieu par l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment son article 25,

vu le règlement (CEE) n° 2750/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, fixant les critères de mobilisation des céréales destinées à l'aide alimentaire (2), et notamment son article 6,

vu le règlement n° 129 du Conseil, du 23 octobre 1962, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune (3), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2543/73 (4), et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que, le 19 mai 1981, le Conseil des Communautés européennes a exprimé son intention d'octroyer, dans le cadre d'une action communautaire, 3 500 tonnes de brisures de riz à la république de Guinée-Bissau au titre de son programme d'aide alimentaire pour 1981 ;

considérant qu'il y a lieu de prévoir l'exécution de cette action conformément aux règles prévues au règlement (CEE) n° 1974/80 de la Commission, du 22 juillet 1980, portant modalités générales d'application pour l'exécution de certaines actions d'aide alimentaire dans le secteur des céréales et du riz (5), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3323/81 (6) ; qu'il est nécessaire de préciser pour l'action communautaire envisagée les caractéristiques des produits à fournir ainsi que les conditions de livraison qui sont reprises à l'annexe du présent règlement ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

L'organisme d'intervention italien est chargé de la mise en œuvre des procédures de mobilisation et de fourniture conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 1974/80 et aux conditions figurant à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes.*

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 janvier 1982.

Par la Commission

Poul DALSAGER

Membre de la Commission

(1) JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.
(2) JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 89.
(3) JO n° 106 du 30. 10. 1962, p. 2553/62.
(4) JO n° L 263 du 19. 9. 1973, p. 1.
(5) JO n° L 192 du 26. 7. 1980, p. 11.
(6) JO n° L 334 du 21. 11. 1981, p. 27.

ANNEXE

1. **Programme** : 1981.

2. **Bénéficiaire** : république de Guinée-Bissau.

3. **Lieu ou pays de destination** : république de Guinée-Bissau.

4. **Produit à mobiliser** : brisures de riz.

5. **Quantité totale** : 3 500 tonnes.

6. **Nombre de lots** : 1.

7. **Organisme d'intervention chargé de la mise en œuvre de la procédure** :

   Ente nazionale risi, 1, piazza Pio XI, I-Milano (télex 334 032).

8. **Mode de mobilisation du produit** : sur le marché communautaire.

9. **Caractéristiques de la marchandise** :

   brisures de riz destinées à l'alimentation humaine, de qualité saine, loyale et marchande, exemptes de flair et de prédateurs, correspondant au moins à la qualité type pour laquelle est fixé le prix de seuil (Mezzagrana).

10. **Conditionnement** :

    — en sacs (1),

    — qualité des sacs : sacs de jute neufs, poids minimal : 600 grammes,

    — poids net des sacs : 50 kilogrammes,

    — inscription sur les sacs (inscription par marquage avec des lettres de 5 centimètres de hauteur minimale) :

      « Quebra de Arroz / Dom da Comunidade Económica Europeia à Guiné-Bissau ».

11. **Port d'embarquement** : un port communautaire.

12. **Stade de livraison** : caf.

13. **Port de débarquement** : Bissau.

14. **Procédure à appliquer pour déterminer les frais de fourniture** : adjudication.

15. **Date de l'expiration du délai pour la présentation des offres** : le 1er février 1982 à 12 heures.

16. **Période d'embarquement** : 15 février au 15 mars 1982.

17. **Montant de la caution** : 12 Écus par tonne.

---

(1) En vue d'un éventuel réensachage, l'adjudicataire devra fournir 2 % de sacs vides de la même qualité que ceux contenant la marchandise avec l'inscription suivie d'un R majuscule.